

# Citoyen du monde à Montrouge

numéro 64 Avril 2009

## Faim au Sud, malbouffe au Nord

« **Chaque jour, cent mille personnes meurent de faim.** L'agriculture mondiale peut nourrir sans problème douze milliards d'individus. Autrement dit, chaque enfant qui meurt de faim est un enfant assassiné » (Jean Ziegler, rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, dans un film remarquable de 2005, « *We feed the world, le marché de la faim* », film passé sur Arte, le 7 avril).

Que faire ?

Déverser nos surplus agricoles pour soulager la faim dans les pays du « tiers-monde » ? Nécessaire comme solution d'urgence, mais pas suffisant : l'aide alimentaire en nature déstabilise souvent des agricultures locales déjà très fragiles, et fabrique de nouvelles dépendances à des aliments importés.

### **Le système actuel, l'ultralibéralisme, mène au désastre.**

Pourtant, lors du sommet de la FAO de juin 2008, les Etats se sont engagés à investir durablement dans l'agriculture et à lutter contre la faim. Mais la réunion organisée fin janvier à Madrid a vite modéré les espoirs : aucune politique nationale à la hauteur n'émerge dans les pays du Sud, et seuls 10 % des 22 milliards de dollars promis par les pays riches ont été décaissés. Une nouveauté, cependant : Madrid a débattu du lancement possible fin 2009 d'un « Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire ». Objectifs : plus de cohérence et de coordination des politiques internationales touchant la sécurité alimentaire- règles commerciales, etc. ; une relance des agricultures du Sud et des mesures de sécurité (bons alimentaires...) pour les populations les plus vulnérables ; et le recours à l'expertise scientifique et professionnelle existante pour les choix de long terme.

La régulation des marchés mondiaux n'advenant pas, une évolution redoutable se dessine. Effrayés par la hausse brutale et la volatilité record des cours, les pays structurellement importateurs de produits agricoles, et qui disposent de réserves de devises (pays du Golfe, tigres asiatiques, Chine, ...), se mettent à acheter massivement des terres dans les pays du Sud (Madagascar, Soudan, Indonésie, Philippines...) pour leurs propres besoins. Ensemble, ils disposent de plus de 7,6 millions d'hectares à cultiver hors territoire national, soit l'équivalent de 5,6 fois la surface agricole utile de la Belgique. Au détriment, bien entendu, des populations locales...

### **L'Europe aggrave la crise.**

Tout le monde parle aujourd'hui de réguler le capitalisme, mais la Commission la plus ultralibérale est aux commandes, et risque d'être reconduite !

Depuis toujours, l'Union européenne réalise la politique qu'exigent les lobbies agro-industriels, en particulier pour la viande et le lait.

C'est ainsi qu'elle contribue à détruire des filières locales de production, dans les pays pauvres, en subventionnant l'exportation de produits alimentaires (par exemple du lait) à des prix inférieurs au coût de production européen (alors même qu'elle a promis de cesser cette pratique).

Elle impose aux pays Afrique-Caraïbes-Pacifique, l'ouverture de leurs marchés aux exportations européennes, en concurrence directe avec les filières locales, alors qu'elle devrait faire une exception pour les produits agricoles.

Elle suscite des monocultures d'exportation dans les pays en développement, au détriment des cultures vivrières locales : pour alimenter le bétail européen, elle importe massivement du soja d'Amérique latine ; pour les transports automobiles européens (objectif 10 % d'agrocaburants d'ici à 2020), se développent la production d'huile de palme en Indonésie ou en Colombie, ou de canne à sucre au Brésil.

A l'occasion des élections européennes, nous devons peser pour faire réviser les politiques commerciales de l'Union européenne.

### **Mais nous devons aussi (nous, consommateurs occidentaux) revenir à des habitudes alimentaires plus saines.**

Dans les années 1960, en France, la viande était rare et chère. Dans les classes moyennes et populaires, on en mangeait parfois une fois par semaine seulement. Avec le développement de l'élevage intensif, en batterie, d'animaux nourris au régime maïs-soja, dans les années 1960-1970, la viande est devenue accessible à tous. Avec les abus et catastrophes que nous avons tous en mémoire (veau et poulet aux hormones, poulet à la dioxine, vache folle, ...). La production d'1 kg de protéines animales occupe 10 à 15 fois plus de terre agricole que la production d'1 kg de protéines végétales. Il nous faut remettre en cause la place centrale de la viande.

En France, les ménages pauvres déclarent dépenser 2,60 € par jour et par personne, alors qu'en deçà de 3,50 € il est difficile d'éviter les carences. Les contraintes budgétaires les orientent donc vers les aliments à forte densité en énergie : les produits gras et sucrés (la politique agricole européenne a diminué le prix du sucre et des graisses animales grâce à des subventions). Il ne faut pas s'étonner alors si l'épidémie d'obésité se développe (**le surpoids concerne bien plus de la moitié de la population adulte, et près de 30 millions d'enfants en Europe**).

Car tout est lié : dans le budget des familles pauvres, le loyer représente désormais une part majeure (le logement, qui devrait être un service public, a de plus en plus été abandonné au marché, depuis des dizaines d'années : voilà le résultat !), alors que la nourriture devient une variable d'ajustement...

Pourtant, les enfants consomment plus facilement des fruits bios, car ils ont plus de goût. Le surcoût du bio concerne surtout les fruits, certains légumes et les viandes. Il est tout à fait possible de diminuer les quantités de viande et de maintenir un apport de protéines suffisant. Par ailleurs, la qualité de la viande bio est telle que tout cuisinier de collectivité a pu constater qu'il pouvait diminuer sa commande d'environ 20 % pour servir la même quantité de viande cuite dans l'assiette : le surcoût du bio est donc à relativiser. A la mi-2009, l'Union européenne souhaite inciter à proposer davantage de fruits et légumes dans les cantines scolaires. Dans les restaurants scolaires du II<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, les 1650 repas servis quotidiennement sont à près de 60 % bios. « Il sera cependant difficile d'augmenter la part du bio », estime cependant le maire, Jacques Boutault, car l'offre ne suit pas. Seulement 0,72 % de la surface agricole francilienne est en bio.

### **Une agriculture moins productiviste, plus respectueuse de l'environnement : une idée qui fait son chemin. ..**

Terres polluées, rendements en baisse, finances en berne... de plus en plus d'agriculteurs français ont pris conscience de la nécessité à la fois économique et écologique de changer de méthode. « Avant, le monde paysan était inculte mais de bon sens, aujourd'hui, nous sommes tout sauf incultes, mais nous avons perdu le sens », résume Philippe Fournier, un de ces nouveaux agriculteurs, dans la Meuse. Il n'utilise plus d'engrais chimiques et de pesticides, il a baissé ses rendements et transformé sa pratique agricole. « En ce moment », observe-t-il, « nous sommes envahis par les coccinelles. Pourquoi ? Parce que nous les avons importées pour lutter contre les pucerons... N'aurions-nous pas du nous demander pourquoi nous avons des pucerons ? Dans la nature, tout a un sens : une invasion de chardons raconte un problème de structure du sol en profondeur ; le chiendent, une question de structure de surface ; et la camomille, un problème de calcium... »

On redécouvre l'importance des **vers de terre**. En modifiant le sol pour sa propre survie, il offre des conditions de vie pour la faune de petite taille et pour les microbes. On en compte 500 au mètre carré dans une terre en bonne santé, mais 50 seulement dans une terre mutilée par l'agriculture intensive. En France, en terme de biomasse, ils représentent près de vingt fois la notre.

« En Bretagne », observe Daniel Cluzeau, chercheur au CNRS, spécialiste des vers de terre, « la pollution par les nitrates a sensiblement diminué. On n'a pas encore trouvé de solution contre l'azote, mais on en a trouvée contre l'empoisonnement des eaux par les produits phytosanitaires. En dix ans, on est passé de taux de pesticides de l'ordre de 8 mg à moins de 0,5. »

Jean-François Sarreau, agriculteur au cœur du Finistère, a mis un terme à la course en avant dans la puissance mécanique et chimique que son père avait subie. « J'ai adopté des techniques de travail du sol de plus en plus superficielles. En 1990, je consommais 150 litres de gazole à l'hectare, aujourd'hui, je n'en consomme plus que 35 ! » Depuis 2000, il est passé au « semis direct sous couvert » : non seulement il ne laboure pas, mais il plante des fourrages intercalaires aux propriétés phytosanitaires qui vont éviter l'invasion de mauvaises herbes, aider à préparer et nourrir le sol dans lequel il va semer sa céréale. Ainsi, observe-t-il, « nous avons vaincu l'érosion, et la biodiversité se réinstalle : on revoit des oiseaux qu'on avait perdus, les faisans, les alouettes ou les bécasses, qui sont un très bon indicateur d'une population de vers de terre. Et même des carabes, ces insectes qui consomment les œufs des limaces, nos ennemies. »

### **Comment nourrir l'humanité ?**

« Sachant qu'un hectare de bio va produire 40 % de moins qu'un hectare conventionnel et qu'en dix ans on a perdu 3 % de notre surface agricole utile (**disparition des terres au profit d'infrastructures urbaines**), comment nourrir l'humanité ? », se demande Daniel Cluzeau .

Une agriculture plus respectueuse de l'environnement demandera **davantage de main d'œuvre** : cela ne devrait pas être un obstacle insurmontable, dans une période où le chômage s'étend rapidement. Nous en étions arrivés au niveau aberrant où 3% de la population française étaient censés subvenir aux besoins alimentaires du pays tout entier (et en plus, exporter) !

Il faudra bien sûr orienter la formation dans ce sens.

Il faudra aussi que les consommateurs acceptent de **payer une alimentation saine à son juste prix** (ce qui suppose notamment qu'on cesse de subventionner l'agriculture chimique) .

Dans le contexte de **raréfaction du pétrole**, l'ADEME essaie d'explorer des solutions : une ferme bio consomme environ 35 % moins d'énergie qu'une ferme en chimie (6529 mégajoule/hectare en bio contre 10054 en chimie. Mais au-delà ? Comment économiser encore plus l'énergie ? Consacrer une partie de sa surface à produire son carburant ? Moins travailler le sol ? Repenser l'élevage en prairie ? Remplacer le tracteur par la traction animale ? Recourir à l'énergie solaire ? Aucune solution n'est parfaite...

Malheureusement, la solution ne se trouve pas non plus dans **les OGM**. Selon une étude américaine, les semences transgéniques ne sont pas plus performantes que les traditionnelles...

Le **réchauffement climatique** ne va rien arranger, en inondant ou désertifiant des étendues considérables...

Et, hélas, **la population mondiale continue à croître fortement**. Pour l'avenir, le planning familial et l'accès à la contraception sont essentiels. Si la fécondité ne baissait pas, le monde pourrait compter 9,8 milliards d'habitants en 2050, au lieu de 7,9 milliards prévus dans le scénario moyen des Nations unies. Pourtant, l'ONU note que les dons pour ce type de programmes ont diminué de 50 % dans 42 des 49 pays les plus pauvres de la planète.

*Sources : dossier alimentation publié par Politis, 9 avril (à la suite du colloque « l'alimentation soutenable » organisé par le député européen Vert Alain Lipietz <http://lipietz.net/?article2363>) Le Monde 2, 18 avril : « agriculture : révolution en sous-sol ». Silence, avril 2009 : « l'agriculture bio*

peut-elle s'en sortir ? » (Michel Bernard *Le Monde* (à partir du 15 avril) : « les terres agricoles de plus en plus convoitées ». *Le Monde* (17 avril) : « OGM : la hausse des rendements contestée » *Alternatives économiques*, avril « le Sud souffre davantage », Louis Maurin

## Bonnes nouvelles

**Agrocarburants :** Pour la première fois en France, un rapport officiel (publié par le ministère de l'écologie) critique le soutien aux agrocarburants et pointe leurs effets pervers.

Le gouvernement français a fixé comme objectif l'incorporation de 5,75 % d'agrocarburants dans l'ensemble des carburants utilisés en 2010 et 10 % en 2015. Or les agrocarburants occupent une place démesurée au regard de leur rapport énergétique. Pour atteindre l'objectif fixé pour 2015, il faudrait consacrer au colza énergétique 3,5 millions d'hectares (dont 2,40 millions seraient prélevés sur les terres arables utilisées pour la production alimentaire), soit l'équivalent de la surface agricole utile moyenne de 7,9 départements !

Les agrocarburants ont joué un rôle non négligeable dans l'augmentation mondiale des prix des matières premières alimentaires en 2008. (*Alternatives économiques, mars 2009*). *Il faut donc cesser de soutenir les agrocarburants, et trouver d'autres solutions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.*

## Réchauffement climatique

**Face à la montée des eaux**, les Maldives, et les îles Kiribati cherchent des terres d'accueil (*Le Monde, 17 avril*).

Soupçonnée d'être un instrument déguisé de protectionnisme, la **taxe carbone** aux frontières, proposée par la France en 2008, avait discrètement disparu du débat, faute de recueillir une large adhésion au sein de l'Union européenne. Elle vient de faire une réapparition remarquée aux Etats-Unis, où Henry Waxman, député démocrate, a déposé une proposition de loi afin de faire payer aux industriels le contenu en carbone des produits qu'ils importent. Les prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz et Paul Krugman militent pour une taxe carbone intérieure.

Le marché des droits à polluer (créé par l'Europe en 2005) se révèle compliqué à mettre en œuvre et peu incitatif (la tonne de carbone est passé de 30 à 10 euros en quelques mois...).

La fondation Nicolas Hulot a lancé une consultation populaire en faveur d'une « contribution climat-énergie », impôt progressif sur l'ensemble des consommations d'énergie en fonction de leur contenu en carbone (ce qui permettrait, notamment, d'inclure les transports). (*Le Monde, 9 avril*).

## Monde

**Paradis fiscaux : le G20 s'est contenté de paroles et a renvoyé à plus tard les sanctions.**

En 2001, la gauche en France avait fait voter un texte permettant la mise sous embargo de toutes les transactions financières à destination et en provenance des paradis fiscaux. Cette loi a été enterrée par la droite qui gouverne la France depuis sept ans.

L'Union européenne des gouvernements libéraux incarnée par José Manuel Barroso a conforté les paradis fiscaux. En confiant la présidence des gouvernements de la zone euro à un paradis fiscal, le Luxembourg. Et par la directive épargne, qui autorise le prélèvement à la source forfaitaire en contrepartie du maintien encouragé du secret bancaire.

Nicolas Sarkozy lui-même, en 2007, a encouragé Johnny Halliday à narguer le fisc en s'« exilant » en Suisse.

Tous les paradis fiscaux proposent aux entreprises des taux d'imposition avoisinant les 0 à 5 % contre 33% en France, 30 % en Angleterre, environ 30 % en Allemagne. En vingt ans, le taux moyen européen de l'impôt sur les sociétés est passé de 45 % à 30 %. Conséquences ? Sous-rémunération du travail, surfiscalisation de tous ceux, salariés, travailleurs indépendants, commerçants, retraités, qui ne vivent que de leur travail.

Les gouvernements de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy ont pris appui avec une constante tout idéologique sur les paradis fiscaux pour rendre naturelle la nécessité de ne pas trop frapper les profits au motif qu'ils risqueraient de s'exiler... dans les paradis fiscaux.

Le G20 vient d'imposer aux paradis fiscaux la fin abstraite du secret bancaire mais rien de concret qui ne le rende inopposable aux autorités fiscales et policières.

Seules seraient efficaces les sanctions contre les paradis fiscaux récalcitrants : interdiction des transactions financières à destination et en provenance de ces territoires ; interdiction des sociétés de domicile (trust, anstalt, fiducie) ; retrait de licence pour les banques exerçant sur le territoire de l'Union européenne dont le siège social est situé dans les paradis fiscaux ; fermeture d'office des filiales des banques européennes dans ces territoires ; redressements fiscaux sur les sociétés ayant leur siège dans les paradis fiscaux ; remise en question des accords de libre-échange avec les paradis fiscaux extra-européens dans l'attente d'un niveau de fiscalité sur le capital acceptable. (*Arnaud Montebourg, Le Monde, 15 avril*).

## Europe

**Immigration.** Embarqués en Lybie, plus de 200 migrants ont disparu en mer. Invérifiable, le nombre de morts aux portes de l'Union européenne dépasserait 12 000 depuis 1988, selon l'organisation Fortress Europe. L'eurodéputé italien Giusto Catania estimait que « la traversée de la Méditerranée constitue la violation la plus grave du droit à la vie en Europe ».

## France

**Logement : une pénurie entretenue.**

Loyers et traites représentent près de 25 % de la dépense des ménages, contre 12,5 % à la fin des années 1980. Un couple de salariés modestes avec deux enfants, gagnant chacun 1500 euros par mois, doit dépenser près d'un quart de ses revenus pour se loger dans le parc social et jusqu'au double dans le parc privé.

Cela résulte, au mieux d'une démission, au pire d'une politique délibérée, de l'Etat. Les pouvoirs publics ont laissé s'effondrer la production d'habitations, générant une pénurie évaluée à un million de logements, dont 400 000 pour la seule Ile-de-France. Il y sort de terre rarement plus de 40 000 constructions par an, soit pas plus qu'en Bretagne, région pourtant 4 fois moins peuplée. En outre, les démolitions de logements sociaux ne cessent de se multiplier, accroissant encore le déséquilibre.

Dans les années 1950, un système d' « aide à la pierre » se met en place grâce aux prêts de la Banque de France, du Crédit foncier et aux subventions du Trésor (à des taux plus bas que les capitaux privés) ; grâce à la mise en place d'un prélèvement de 1% de la masse salariale dans les entreprises de plus de dix salariés. Le parc de logements augmente de moitié entre 1953 et 1975. Sur les 8 millions d'habitations sorties de terre, près de 80 % ont bénéficié d'une aide publique.

A partir de 1972, la légitimité de l'action de l'Etat est ouvertement contestée. Giscard d'Estaing s'emploie à restaurer les « mécanismes naturels du marché ». Avec Jacques Barrot (1977), les « aides à la pierre » sont « allégées », et la réduction est compensée pour les salariés les plus pauvres par une « aide personnalisée au logement (APL) ». A partir de 1986, la loi autorise les propriétaires à aligner leurs loyers sur les prix les plus élevés à chaque renouvellement de bail. Entre 50 % et 80 % des allocations-logements perçues par les ménages ont été absorbées par les augmentations le loyer. L'APL subventionne donc en réalité les propriétaires. Depuis 2002, ceux-ci voient se multiplier les exonérations fiscales dans l'investissement locatif, avec les dispositifs de Robien et Borloo, et à destination des sociétés foncières cotées en Bourse.

« **Jamais les familles n'ont consacré d'efforts financiers aussi importants pour se loger et, à l'opposé, l'effort financier de l'Etat n'a jamais été aussi réduit** », constate la Confédération nationale du logement (CNL).

Tout se passe comme si le PS avait déserté ce combat, pourtant essentiel. A la dernière élection présidentielle, il se bornait (comme l'UMP) à promettre la construction de 120 000 logements sociaux par an pendant cinq ans, c'est-à-dire la moitié des besoins reconnus par la commission logement d'Attac, la Ligue des droits de l'homme ou la CNL. (*Olivier Vilain, Le Monde diplomatique, avril*).

L'INSEE, dans une note récente, a annoncé aux Français qu'ils étaient riches, et beaucoup plus qu'il y a trente ans, grâce à leur logement. Mais **cette prospérité est factice**. Les Français sont en effet plus nombreux à être propriétaires (58 %, contre 47 % en 1978), mais surtout plus endettés (l'encours total des prêts immobiliers représente en 2007, 69 % de l'ensemble des revenus bruts de tous les Français, contre 26 % en 1978). Et la hausse des prix de l'immobilier ne résulte pas, pour l'essentiel, de l'amélioration de la qualité des logements, mais d'un **renchérissement sans précédent du foncier** : selon l'INSEE, le prix du terrain représentait en 2007 56 % de la valeur du logement, contre 20 % en 1978, ce qui revient à dire qu'en trente ans, sa valeur a progressé de 572 %, tandis que le bâtiment seul ne gagnait que 32 %. (*Le Monde, 12-13 avril*).

### **Paul Quilès et Marie-Noëlle Lienemann lancent un appel pour un nouveau Front populaire.**

« La crise s'approfondit, les mécontentements se multiplient et l'attente de changement est là, mais la gauche n'incarne, pour l'heure, ni une véritable alternative, ni une alternance prometteuse. L'une et l'autre sont pourtant nécessaires, urgentes, indissociables, car l'incertitude des temps et le malaise social peuvent enclencher un cycle bien connu dans l'histoire : désespérance, impasse, peur, révoltes, restauration de l'ordre et durcissement réactionnaire.

**L'absence d'un débouché politique crédible apparaît comme un danger majeur pour la démocratie.**

Chacun mesure bien que le choix des Français ne se fera pas seulement sur la personnalité du présidentiable, mais sur sa capacité à proposer une sortie de crise. Il s'agira en 2012 de présenter un projet collectif en phase avec les attentes du peuple de gauche.

Nous proposons l'organisation immédiate d'une « convergence des gauches » (politiques, syndicales, associatives, citoyennes) pour faire reculer le gouvernement, imposer des mesures plus justes, présenter une autre logique que Nicolas Sarkozy ; la création d'un « Comité pour un nouveau Front populaire », avec le même souci d'associer, avec les partis, toutes les forces qui s'engagent à gauche. Ce comité préparerait des « Etats généraux de la gauche », dégagant des thèmes fondateurs en vue de la mise au point d'une charte pour l'élection présidentielle, à achever avant la mi-2010 ; l'élaboration, sur cette base, du programme du candidat unique de la gauche à l'élection présidentielle. L'organisation de primaires, où les militants de organisations signataires de la Charte seraient consultés, prendrait alors tout son sens.

Les responsables politiques de la gauche seront-ils à la hauteur de cette attente ? » (*Le Monde, 9 avril*).

**Tapie.** François Bayrou (Modem) et Charles de Courson (Nouveau Centre) avaient déposé un recours contre l'arbitrage qui a accordé 390 millions d'euros [soit la bagatelle de 3 300 années de Smic !] à Bernard Tapie dans le dossier Adidas/Crédit Lyonnais. Le tribunal administratif de Paris s'est déclaré incompétent. [*Le Monde, 8 avril, reprenant une information du site Mediapart. Il convient de rappeler pourtant que la procédure d'arbitrage est une procédure privée destinée au monde des affaires. Quand les intérêts de l'Etat et du contribuable sont en jeu, c'est un principe absolu du droit que l'arbitrage est interdit*].

## **Montrouge.**

**ATTAC 92** a le plaisir de vous inviter à une réunion publique, gratuite et conviviale, le jeudi 7 mai, à 20h30, à la Maison des Associations, 105, avenue Aristide Briand, à Montrouge ( salle de réunion 15), sur le thème « **L'Europe** », avec Pierre Khalfa.

## **Courrier des lecteurs**

**MF** Je ne suis pas d'accord avec un raisonnement simpliste qui assimile la reprise d'une croissance productiviste incontrôlée avec l'amélioration de la consommation pour notamment 5 millions de Français pauvres et 10 millions d'autres qui se serrent la ceinture sans espoir d'amélioration. Il ne faut pas s'étonner si avec des constats lucides mais des solutions erronées les écologistes n'arrivent pas à être populaires. Même si l'on conserve le système capitaliste mâtiné d'écologie, en créant des marchés pour nettoyer des pollutions qu'il produit mais qu'il nous fera payer, il continuera à exploiter la planète et voler 95% de ses habitants.

**LG :** Félicitation pour ce numéro et la pertinence des problèmes exposés !

Cependant il ne paraît pas évident que la vente des **lampes à incandescence** puisse être arrêtée dès cette année, ce qui ne serait d'ailleurs certainement pas une avancée positive. Le bilan écologique des lampes fluocompactes ne semble pas avoir été fait, et s'il l'était il révélerait sans nul doute des surprises désagréables, notamment avec les matériaux employés. La filière de récupération n'est pas clairement au point et les résidus en décharge sont certainement plus polluants que ceux des lampes à incandescence (des poudres en particulier). Le remplacement des lampes à incandescence est une aberration s'il est systématique : dans un logement il y a des lampes qui ont vocation à rester allumées longtemps (séjour par exemple) pour lesquelles la substitution apporte un réel gain d'énergie et d'autres, souvent la majorité, qui ne sont allumées que brièvement (couloirs, wc, voire salle de bains) pour lesquelles l'espoir de rentabilité en fluocompacte est nul. Rien que pour cela il convient de continuer la commercialisation de lampes à incandescence. Actuellement nous sommes envahis d'ampoules fluocompactes d'origine asiatique (fabriquées dans quelles conditions ?) de qualité douteuse et qui à l'évidence ne tiennent pas les durées annoncées de plusieurs milliers d'heures; les fabricants européens, en général plus soucieux de qualité, n'en sont qu'au stade des investissements d'industrialisation. Incontestablement il est prudent de ne pas se précipiter, les fluocompactes sont un produit qui a encore besoin de mûrir et d'être perfectionné. Quant aux ampoules led ce sont certainement un produit à encore plus longue échéance; elles sont handicapées par le fait d'être par nature basse tension et ne devraient trouver leur plénitude que dans des lampadaires spécialement conçues pour elles (mis à part les applications automobiles où la basse tension est nativement disponible). Ainsi certains leur prédisent de fortes réductions de consommation de l'éclairage public (ou même tout simplement pour les feux de signalisation routière) mais ça suppose d'y changer toutes les circuiteries électriques (et peut être même aussi des candélabres) ce qui coûtera très cher et ne pourra se faire rapidement.

**JCM** réagit sur l'édito, et d'abord sur le début de cette phrase « *L'influent éditorialiste du Financial Times Martin Wolf recommande de « tout faire pour inverser l'effondrement actuel de la demande* plutôt que de s'attacher à réformer l'architecture mondiale », et d'y consacrer des moyens écrasants » :

Ce n'est pas une idiotie : une des origines de la crise est le déséquilibre croissant entre les revenus du travail et ceux du capital : l'appauvrissement du plus grand nombre conduit à une contraction de la demande, donc à la baisse de l'activité. La logique de marché, livrée à elle-même, ne peut résoudre le problème car elle incite les décideurs à augmenter les profits à court terme, donc à réduire les dépenses, donc à diminuer le personnel (ceci égoïstement, en espérant que les autres décideurs vont faire exactement l'inverse, ou licencier avec retard, donc que la demande sera soutenue, mais par les autres) cycle vicieux commencé dans les années 70 en oubliant les leçons de Keynes. Redistribuer du pouvoir d'achat est donc le seul moyen de sortir de la crise (attention : je n'ai pas dit pour résoudre les problèmes environnementaux). Si on fait des cadeaux aux banques ou aux plus riches, on alimente la prochaine bulle spéculative. Inversement si on redistribue la richesse vers les plus pauvres, on alimente directement la demande, donc on relance l'activité. Le problème est que les Etats ne veulent pas le faire car, si c'est bon pour l'économie mondiale, c'est mauvais pour le pays. Ainsi le résultat immédiat des accords de Grenelle fut que Volkswagen a vendu un nombre record de voitures. Pourtant les vertueuses fourmis souffrent davantage que les cigales (voir l'effondrement du commerce extérieur du Japon). Sans solidarité, au minimum européenne, on ne peut en sortir»

« *la prime à la casse de l'automobile est une double absurdité* »

On oublie toujours d'expliquer que **fabriquer une voiture est aussi polluant que son utilisation ultérieure.**

Il écrit aussi : « Le système libéral incite les plus « performants » à monopoliser l'activité, donc à diminuer globalement la production et donc le bien être, c'est un gaspillage colossal. Le plein emploi est le meilleur indicateur de la santé d'une économie »

Et il n'est pas d'accord sur la **réduction du temps de travail** : « Non ! Une économie saine, de plein emploi, permet à chacun de trouver un travail à sa convenance, même deux s'il en a envie. Limiter le nombre d'heures pour éviter la surexploitation, comme le travail des enfants, est une excellente mesure sociale, mais répartir le travail comme si c'était une denrée limitée et contingentée est un délire de technocrate. Le malthusianisme économique est une idée conservatrice. Il y a deux sortes de biens : ceux qui sont rares et dont on ne peut jouir qu'en privant les autres (vue sur mer) et ceux qui peuvent être répliqués autant de fois qu'on veut (un bon livre). Le travail des uns n'a jamais enlevé le travail des autres, sauf s'il n'y a qu'un employeur qui organise la pénurie pour garder le contrôle. 90% des activités actuelles n'existaient pas il y a 100 ans. Bill Gates est redevenu avec la crise l'homme le plus riche du monde (attention, c'est pas un modèle) or, il y a 30 ans, personne n'avait la moindre idée de ce que pouvait être un PC. Les Européens avaient décidé en 2000 à Lisbonne de bâtir une économie de la connaissance, mais ils n'en ont rien fait. Dommage. Ce sont les Indiens qui s'y mettent, ils ont raison.»

*A propos des « réductions d'impôts directs* décidés depuis 2000 en faveur des plus riches [qui] représentent un manque à gagner de 30 milliards d'euros par an pour les finances publiques », il remarque : « C'est bien simple : on met la main dans la caisse et on dit ensuite qu'elle est vide ».

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr). N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.